

*Relations Nord-Sud*

de l'ONU sur le désarmement, en 1978, reste valable à cette fin. Rien de ce qui s'est passé dans l'intervalle n'affaiblit la force de ma conviction sur ce point.

La politique canadienne de sécurité nucléaire, révisée en 1974 et en 1976, fixe des normes élevées. Nous l'appliquons toutefois avec pragmatisme, dans le respect de la souveraineté et des susceptibilités de nos partenaires dans le domaine nucléaire. Nous continuerons à perfectionner cette politique afin de mettre en place un régime international efficace de non-prolifération et de garantir, dans la mesure du possible, que les exportations nucléaires du Canada ne contribuent pas à la prolifération nucléaire.

● (1540)

*[Traduction]*

J'ai parlé en termes généraux de l'état de l'économie mondiale et de la détérioration des relations entre l'Est et l'Ouest qui ont tous deux une incidence sur notre vie. Ce qui est moins clair, c'est l'impact que pourraient avoir sur le Canada et d'autres pays industrialisés des tensions entre le Nord et le Sud. Nous ne comprenons pas non plus très bien dans quelle mesure il est nécessaire de donner la priorité à la résolution de cette crise en puissance.

Il faut d'abord comprendre ce qu'on entend par Nord et Sud. On est en droit de se demander s'il y a un Nord et un Sud en tant que tels. Le tiers monde est aussi diversifié que le monde entier lui-même. Il faut toute de suite souligner que le Sud n'est pas un groupe de pays homogène. Il comprend des pays dont le revenu par habitant est parmi les plus élevés au monde et d'autres pays dont le revenu par habitants est les plus bas. Certains pays du Sud ont un des taux de croissance les plus rapides alors que d'autres accusent une croissance négative. Il compte des pays qui ont un des surplus financiers les plus élevés du monde et d'autres qui ont les plus grands déficits, des pays aux ressources naturelles abondantes et d'autres qui n'en ont aucune et enfin des pays à l'économie moderne et d'avant-garde à côté de pays où la société vit d'une économie fondée sur une agriculture tribale et rudimentaire.

Pourtant, le Sud n'est pas un mythe. C'est un groupe de pays, pour la plupart d'anciennes colonies, reliés par une commune conception de leur statut par rapport au reste du monde. A leur avis, leur solidarité peut faire contrepoids à la puissance du Nord industriel. Leur vision d'un nouvel ordre économique international procède de l'avis commun que les vieilles règles n'ont donné ni des possibilités égales ni un partage équitable des fruits du labeur.

Ils ont raison. La justice est de leur côté. Mais même si n'étions pas touchés par le sens de la justice, le simple bon sens et l'intérêt personnel nous disent que, si nous voulons des marchés croissants pour nos produits, une économie mondiale ordonnée et la paix dans le monde, nous devons appuyer la réforme. Nous devons contribuer à multiplier les chances de développement du Sud, et choisir les meilleurs techniques bilatérales et multilatérales pour le faire. Ces efforts doivent comprendre un processus de négociations mondiales.

Même s'il est sombre, le tableau ne présente pas que des aspects négatifs. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le niveau de la vie s'est sensiblement amélioré dans bien des pays du Tiers Monde. De nouveaux centres de pouvoir économique sont en train d'émerger. Les pays nouvellement industrialisés

doivent trouver des marchés et les moyens de pouvoir assurer leur développement.

Certains pays du Sud deviennent de plus en plus puissants avec le temps. Aidons-les à croître. Mais il y a d'autres pays, les plus pauvres des pauvres qui se débattent simplement pour survivre. Leur situation restera critique aussi longtemps que nous puissions le prévoir. Huit cent millions de gens mènent une existence précaire. Ils vivent dans un dénuement total, dans le désespoir et dans un état de crise permanente. Le règlement de cette crise mettra à l'épreuve la crédibilité et l'humanité des gouvernements du Nord et du Sud.

Le meilleur instrument grâce auquel nous puissions aider ces pays est encore celui de l'aide. Nous devons les aider à se doter des moyens de nourrir leur population et de satisfaire d'autres besoins fondamentaux en matière de santé et de logement. C'est faire preuve d'un cynisme révoltant que de prétendre que la coopération internationale ne saurait suffire à permettre à ces gens d'atteindre un seuil minimal de dignité humaine.

Ce que les gouvernements doivent absolument reconnaître c'est que les efforts actuels d'aide internationale sont inadéquats. Loin de se combler, l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser, malgré tous les efforts déployés.

L'aide canadienne peut s'accroître et sera accrue. Mon gouvernement s'y est engagé; je ferai cependant remarquer que nous avons fait beaucoup de progrès depuis les années 1960. Nos efforts ont donné d'excellents résultats, et nous avons noué de solides amitiés dans le monde. Au Canada et dans tout le monde industrialisé, il faut susciter un plus grand intérêt parmi les gens—non seulement au moyen de tables rondes où les participants sont bien informés et déjà engagés, mais à l'échelle locale et dans les écoles—de sorte que le public par son appui croissant encourage les gouvernements à accroître ses efforts et à se surpasser.

Je crois fermement que le monde a la possibilité et le-devoir de produire des denrées alimentaires en quantité suffisante pour nourrir tous ses habitants et leur fournir de l'eau propre, un logement convenable, des soins médicaux et leur faire vraiment espérer une vie meilleure. Tel est le message de la Commission Brandt, que réitérent éloquentement les recommandations du rapport de notre groupe d'étude parlementaire sur les relations Nord-Sud. J'en félicite le président, le député de Gloucester (M. Breau)...

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** ... et les députés de tous les partis à la Chambre qui ont contribué à ce rapport qui force l'adhésion.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** C'est un message que le gouvernement peut aisément appuyer et prendre à son compte.

Même si nos espoirs de voir le Nord, malheureusement enclin à la récession, accroître son assistance, se heurtent à de mornes perspectives politiques, je crois que la raison finira par l'emporter et qu'on pourra quand même vraiment s'attaquer à la pauvreté.

Les efforts que déploie le Canada en matière de coopération internationale sont axés sur la nécessité de venir en aide aux pays les plus pauvres, mais le besoin primordial des pays possédant un potentiel croissant d'exportation réside, comme le dit le slogan, dans les échanges, non l'assistance. Ce sont ces mêmes pays qui soutiennent que les structures économiques